



SNUipp-FSU de l'Indre

34 espace Mendes France 36 000 CHÂTEAUROUX

Tél: 02 54 07 61 39 Fax: 02 54 60 09 96

mail : snu36@snuipp.fr Internet : <http://36.snuipp.fr>

CTSD DU 13.02.18

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames, Messieurs les membres du CTSD,

« Scandale » tel est le mot relayé par la presse locale. Soyons clairs, ce qui est scandaleux c'est de mettre en parallèle les espoirs qui ont été donnés aux départements ruraux et la réalité budgétaire qui leur est accordée. Oui, la dotation départementale est scandaleuse car elle ne prend pas en compte la réalité de notre département rural et donc ses besoins. D'ailleurs il ne vous a sûrement pas échappé que nous ne sommes pas le seul département rural à manifester notre mécontentement. Les élus, les syndicats et les parents d'élèves du Lot, terre rurale qui a accueilli le gouvernement en décembre, ont eux aussi organisé une journée de manifestation le 8 février afin de défendre l'avenir de leurs écoles rurales. Eux aussi semblent convaincus du bien fondé de ces petites écoles.

D'ailleurs, si l'on se penche avec intérêt sur des articles en lien avec la recherche ou même sur des données collectées par l'Observatoire de l'Ecole Rurale, nous nous apercevons qu'il faut en finir avec une idée stigmatisante qui reviendrait à penser que les résultats des élèves scolarisés en zone rurale sont inférieurs à ceux des élèves scolarisés en zone urbaine. Le taux de maintien est inférieur à la moyenne nationale et les résultats aux évaluations nationales meilleurs. Ainsi, à l'opposé des stéréotypes existants, l'école rurale, *a priori* handicapée par une composition sociale modeste, semble capable de construire des scolarités meilleures qu'ailleurs sur le territoire national.

Le SNUipp FSU 36 reconnaît le travail efficace et engagé des collègues qui occupent ces postes. Ces collègues qui chaque jour font force d'imagination et d'innovation pour donner les mêmes chances à tous ! Certains nous opposeront des conditions de travail difficiles. Nous ne les nions pas, mais nous avons aussi rencontré certains de ces collègues et nous vous encourageons à le faire. Vous entendrez des enseignants qui sont satisfaits de travailler dans ces écoles à deux classes qui regroupent parfois 3 à 4 niveaux. Ces collègues sont parfois en poste depuis près de 10 ans et ne participent pas au mouvement.

Arrêtons les stéréotypes ! Arrêtons les clivages !

Tout ceci nous ramène aux choix à mettre en place. Il existe aussi des dispositifs particuliers que nous pourrions mettre en place dans les zones rurales. Ils ont déjà existé ailleurs. Nous faisons ici référence à « des équipes mobiles de liaison et d'animation » ou encore le dispositif « école rurale et communication ». Nous savons que ces dispositifs ont un coût, et c'est bien là où le bas blesse. Car si le discours de Cahors avait redonné de l'espoir aux territoires ruraux, les moyens alloués nous ont ramené à la réalité de la finance.

Il nous semble qu'un syndicat doit écouter les élus, les collègues et les parents d'élèves : leurs inquiétudes et leurs besoins. C'est bien ce que nous avons fait en amont du 8 février.

D'ailleurs nous avons obtenu qu'une délégation soit reçue à l'issue de la manifestation qui a rassemblé 300 personnes. Parents, élus et enseignants ont défilé coude à coude pour défendre un enseignement de qualité pour tous. Nous sommes sûrs que les arguments de chacun ont été écoutés et entendus.

C'est pourquoi nous le réaffirmons aujourd'hui le SNUipp FSU 36 est favorable, sans pour autant en prendre l'initiative, à la création de nouveaux RPI quand les conditions sont réunies et que les élus, les parents et nos collègues sont dans une dynamique positive.

Dans le même temps, le SNUipp FSU 36 continue de défendre les écoles rurales à deux classes notamment, si cela permet d'éviter des trajets trop longs aux élèves et/ou aux familles et que les conditions d'apprentissage sont favorables.

Enfin, nous attirerons votre attention sur certaines de vos propositions lors du CTSD du 02.02.18. Nous ne pensons pas qu'il soit opportun de fermer les postes qui mettent en valeur notre patrimoine local. Tout comme il ne nous paraît peu opportun de supprimer le poste 1^{er} degré à l'ESPE, car rappelons-le c'est bien le seul intervenant dans la formation initiale des futurs enseignants ou des enseignants stagiaires qui vient du terrain et du 1^{er} degré.

Que restera-t-il dans l'Indre car il n'y aura plus d'ESPE ?

Que restera-t-il dans l'Indre quand il n'y aura plus d'universités ?

Nos jeunes partiront et la démographie ne cessera de chuter...

Cette déclaration est un cri du cœur pour qui aime son département et ne veut pas le voir mourir inexorablement.

Nous espérons, Monsieur le Directeur Académique, que vous soutiendrez nos revendications et que vous relayerez nos inquiétudes au niveau académique.